



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Discours de Mme la ministre de
l'Agriculture et de la Souveraineté
alimentaire
30 janvier 2025**

**Conclusions de la
Journée de lancement des assises du
sanitaire animal**

Mesdames, Messieurs les acteurs de la
santé animale,

Nous voici au moment de conclure notre réunion, qui fut riche et à la hauteur du défi qui est devant nous. Je remercie l'ensemble des intervenants pour leurs témoignages éclairants.

Mes équipes et la directrice générale de l'alimentation ont pu me résumer les principales interventions qui ont nourri vos débats.

J'espère que vous ressortez de ces échanges en étant plus convaincus et plus motivés pour **construire ensemble**

une refonte de notre système sanitaire ambitieuse.

Si nous devons faire un bilan, il ressort que notre système sanitaire repose sur un maillage territorial dense et diversifié.

Ce réseau solide s'il est correctement mobilisé, se révèle efficace pour prévenir et gérer les différentes crises sanitaires.

Les stratégies de prévention et de surveillance, bien que contraignantes, sont essentielles pour anticiper et prévenir les crises.

Il transparaît également de vos échanges des attentes fortes et souvent convergentes.

Vous avez notamment souligné les **limites de notre modèle de co-construction de la politique sanitaire**. Il convient de l'améliorer, et c'est bien le but de la démarche que j'initie aujourd'hui.

Sur les points qui sont source de débats entre vous, vous avez pointé **la difficulté liée à la coexistence de modèles**

d'élevages très différents dans les territoires, pouvant opposer les « petits » élevages, aux plus « gros ».

Vous avez de plus abordé le sujet de la capacité de partager des données avec des outils informatiques modernisés.

Vous avez souhaité nous alerter sur l'équarrissage pour être en capacité d'anticiper les crises sanitaires.

Les questions sur les règles de l'assainissement pour la tuberculose bovine ont été soulevées. Et il a été

rappelé l'enjeu de la **préservation du statut sanitaire indemne de la France** pour poursuivre nos productions.

Les sujets de consensus portent sur le besoin de restaurer une gouvernance du sanitaire dynamique, de définir un cadre de financement apte à renforcer la capacité d'anticipation des risques. L'Etat restant indispensable en cas de crise majeure.

Vous avez souligné **l'importance majeure de préserver les maillages d'acteurs dans les territoires**, dont le vétérinaire.

Face au risque zoonotique, vous avez également souligné **l'enjeu crucial de renforcer la gestion du sanitaire dans une approche globale et systémique**, une seule santé.

Bref, la matière est bien présente pour travailler tous ensemble.

Cette journée a été enthousiasmante pour cette raison : votre mobilisation.

Elle démontre que vous estimez que ces assises du sanitaire sont essentielles.

Je suis, à cet égard, convaincue que la mobilisation de toutes nos énergies permettra l'élaboration de conclusions solides.

Nous devons être un collectif du sanitaire : c'est tout le sens de ces Assises.

**

Ces attentes ont vocation à être approfondies afin de dégager les solutions, des **améliorations** ou des **rénovations**, sur lesquelles chacun indiquera la part qu'il est prêt à assumer.

Ces deux termes - amélioration et rénovation - sont essentiels. Ils doivent être traduits dans vos propositions. Je compte sur vous, pour vous y engager.

Face aux questions concernant l'évolution de notre modèle sanitaire, l'enjeu est impérieux de savoir coexister dans les territoires dans le respect des spécificités de chacun. Notre responsabilité commune est de **donner du sens et de l'avenir** aux éleveurs par la préservation des **capacités de production de leurs exploitations.**

Les filières doivent donc pouvoir se projeter en préparant l'élevage de demain. Nous ne pouvons plus subir les différentes épizooties qui nous menacent ; l'anticipation est un facteur clé.

C'est tout l'objectif des **contrats sanitaires de filières**. Et ces contrats, **c'est avec vous et avec le concours de l'Etat**.

Vous avez votre part à prendre pour construire l'avenir, et savoir réinterroger l'existant.

Vous devez donc me proposer au cours de l'année, dès que possible, les contrats sanitaires de filières qui mettent en avant vos spécificités.

Ces contrats devront notamment prévoir le renforcement de la surveillance dans les élevages, en intégrant mieux

- les enjeux de **santé publique** ;
- les modalités de prévention, notamment le renforcement de la **biosécurité** ;

- la mise en œuvre de campagnes de **vaccination** en précisant le rôle de chacun et les voies de financement.

Si la vaccination peut être l'affaire de l'Etat, elle est bien sur celle des éleveurs et de leurs filières.

Vous avez salué la forte participation financière de l'Etat, je vous en remercie.

Je vous rappelle que la France finance la vaccination pour la plupart des cas et l'indemnisation des pertes. Ce qu'elle est

la seule à faire en Europe. Ce modèle a ses limites, évidemment.

J'ai bien noté que le sujet du financement du sanitaire est crucial dans le chantier que nous ouvrons.

A l'heure où les moyens financiers de l'Etat se resserrent, il n'est ni souhaitable ni possible de continuer à agir selon la logique du « **quoiqu'il en coûte** ».

Je vous propose que nous réfléchissions ensemble à comment établir une nouvelle gouvernance du sanitaire, filière

par filière. Après avoir établi une trajectoire, nous pourrions définir les responsabilités de chacun en termes de financement.

Nous gagnerons à travailler à un approfondissement du travail des filières dans le « vivre avec ». Ceci permettra de maintenir la capacité de l'Etat à agir dans les situations d'urgence d'émergences ou de crise majeure, là où il a une vraie plus-value.

L'Etat continuera d'être à vos côtés, et nous sommes prêts à accompagner les filières vers ce changement.

Il nous faut dimensionner notre réponse aux nouveaux enjeux. Je souligne pour autant, s'il est encore besoin de le répéter, que **l'Etat ne se désengage pas, il prendra pleinement sa part.**

Je l'indiquais en début de réunion, cette journée était celle du lancement du processus, **des travaux nous attendent, vous attendent, pour concrétiser des évolutions.**

Je souhaite ainsi poser quelques **éléments** pour préparer la suite.

Dans un premier temps, d'ici la fin du mois de mars, les modalités de travail seront précisées.

Notamment, les **aspects transversaux**. Mes services proposeront des ateliers afin d'établir un socle commun ciblant notamment l'amélioration de la gouvernance.

Vous disposerez ainsi d'une base partagée sur laquelle la proposition de

chaque contrat sanitaire de filière pourra s'appuyer.

Il s'agira, notamment :

- de finaliser le dispositif des **Programmes Sanitaires d'Intérêt Collectif** ;
- et de mieux définir et articuler le rôle du **FMSE** au service des filières.

Il conviendra également de donner de la perspective à la relation entre éleveurs et vétérinaires.

Il s'agira aussi de réaffirmer notre engagement collectif en matière de diplomatie sanitaire et de porter notre vision au **niveau communautaire et international.**

C'est ce que j'ai lancé à Bruxelles fin 2024, en lien avec mon homologue espagnol, en appelant à la mise en place de stratégies européennes et de constitution de banques d'antigènes et de vaccins pour améliorer la réactivité.

Afin de poursuivre notre dialogue et la dynamique enclenchée aujourd'hui, je

vous donne rendez-vous lors d'une réunion du conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale – le CNOPSAV - que je présiderai au printemps.

Ce conseil sera l'occasion de **moderniser et redynamiser la gouvernance** que vous appelez de vos vœux ; les modalités de son animation y seront proposées, pour une dynamique de travail régulière et partagée avec vous.

Il retrouvera alors tout son rôle de **Parlement du sanitaire** qu'il avait perdu ces derniers temps.

Et dans l'immédiat, comme je vous l'ai affirmé en introduction de notre réunion, parce que les épizooties n'attendent pas la fin des travaux des assises, mes services **poursuivront les travaux engagés sur la gestion durant l'année 2025.**

Ces travaux devront analyser la situation et les modalités en vue d'une prise de décision d'ici le printemps.

**

Comptant sur vous tous, je vous remercie
pour votre mobilisation et pour votre
participation active.

Je vous donne rendez-vous très vite pour
poursuivre ces échanges.

[FIN]